

**Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux États-Unis ou distribuer,
directement ou indirectement, à des ressortissants des États-Unis**

Communiqué de presse

12 juin 2013



COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITÉ DE SURVEILLANCE DE LA CADES

Le Comité de Surveillance de la CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale) s'est réuni le mercredi 12 juin 2013 sous la présidence de Mme Valérie Rabault, députée du Tarn-et-Garonne.

La réunion s'est tenue en présence des parlementaires suivants, membres du Comité de Surveillance de la CADES : Bernard Accoyer, député de la Haute-Savoie, M. Yves Daudigny, sénateur de l'Aisne et M. Jean-Pierre Caffet, sénateur de Paris.

A titre de rappel, le rôle du Comité de Surveillance de la CADES est d'émettre un avis sur le rapport annuel d'activité de la CADES. Il peut être consulté sur toute question par le Conseil d'Administration. Il est composé de 4 membres du Parlement, des présidents des Caisses Nationales de Sécurité Sociale, du Secrétaire général de la commission des comptes de la sécurité sociale et de représentants des ministres et des corps de contrôle.

Avis favorable émis sur le rapport d'activité 2012

Le Comité a émis un avis favorable sur le rapport d'activité de la CADES pour l'année 2012, présenté par le président du Conseil d'Administration, M. Patrice Ract Madoux. Les comptes de l'exercice 2012 avaient été arrêtés lors du Conseil d'administration du 30 avril 2013.

Il a également analysé l'activité de la CADES, qui lui a permis d'amortir 71,6 milliards d'euros sur les 209 milliards d'euros de dette sociale repris depuis 1996, soit plus de 3 points de PIB. En y ajoutant les intérêts économisés sur la dette amortie, la diminution de la dette publique française atteint plus de 4 points de PIB.

Après un programme de 73 milliards d'euros réalisé en 2011 (dont 31,4 milliards d'euros à moyen et long-terme), la CADES, l'un des premiers émetteurs de dettes souveraines sur les marchés internationaux, a émis en 2012 pour 40,2 milliards d'euros de dettes, dont 30,2 milliards d'euros à moyen et long-terme.

CADES REMBOURSER LA DETTE – ASSURER LE FUTUR



Patrice Ract Madoux
Président du Conseil d'Administration
01 55 78 58 03
patrice.ract-madoux@cades.fr

Relations presse
Charlène Masson
01 56 88 11 28
cmasson@actifin.fr

actifin
communication financière

Relations investisseurs
Alexandre Commerot
01 56 88 11 11
acommerot@actifin.fr

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Colombie). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.